



PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction  
des politiques publiques

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Réf. :DIPP/3 – Bicpe - VD

**Arrêté préfectoral mettant en demeure  
la société COOPERATIVE AGRICOLE LA FLANDRE pour  
son établissement situé à CAPPELLE-LA-GRANDE.**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de la légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 août 2000 autorisant la société COOPERATIVE AGRICOLE LA FLANDRE à exploiter à CAPPELLE-LA-GRANDE, route départementale 202 dans l'enceinte de l'usine LESIEUR, deux silos de stockage de céréales au rythme d'une rotation annuelle : silo vertical en béton armé d'un volume de stockage de 30 000m<sup>3</sup> et silo plat d'un volume total de stockage de 30 000m<sup>3</sup> ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2011 imposant à la société COOPERATIVE AGRICOLE LA FLANDRE des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à CAPPELLE-LA-GRANDE ;

Vu l'article 6.7.2 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2011 susvisé qui dispose : « *Silo plat - La température des céréales stockées dans le silo plat est contrôlée automatiquement par des systèmes de sondes thermométriques déclenchant une alarme en cas d'élévation anormale de la température. Les relevés de température sont effectués a minima deux fois par semaine et sont consignés dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées. [...]* »

Vu l'article 6.8.5 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2011 susvisé qui dispose : « *Réduction des effets - Sous un délai n'excédant pas un an, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à monsieur le préfet du Nord une étude technico-économique de réduction des zones d'effet des phénomènes dangereux pouvant survenir sur son site. Cette étude précise notamment : l'inventaire des solutions techniques permettant de réduire les zones d'effet en cas d'explosion ; la possibilité technique et économique de mise en place de ces solutions ; les solutions retenues accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre* »

.../...

Vu le rapport du 8 septembre 2015 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, établi à la suite de la visite d'inspection du 27 août 2015 et transmis à l'exploitant par courrier du 24 septembre 2015, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans le courrier susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 27 août 2015, l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement a constaté les faits suivants :

- Le silo plat est plein. Aucune sonde thermométrique n'est en place. Les derniers relevés de température du silo plat consignés dans le registre informatique de relevés de température datent du 3 août 2015 ;
- l'étude technico-économique visées à l'article 6.8.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 octobre 2011 susvisé n'est pas disponible.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 6.7.2 et 6.8.5 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2011 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-6 du code de l'environnement en mettant en demeure la société COOPÉRATIVE AGRICOLE LA FLANDRE située sur le territoire de la commune de CAPPELLE-LA-GRANDE de respecter les dispositions des articles 6.7.2 et 6.8.5 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2011 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup> - La société COOPÉRATIVE AGRICOLE LA FLANDRE, dont le siège social est situé 58 rue Carnot – B.P. 119 – 59380 BERGUES, est mise en demeure de respecter, pour son établissement sis Usine Lesieur – RD 202 – 59180 CAPPELLE-LA-GRANDE, les dispositions des articles 6.7.2. et 6.8.5. de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2011 suivants :

- article 6.7.2 : *«Silo plat - La température des céréales stockées dans le silo plat est contrôlée automatiquement par des systèmes de sondes thermométriques déclenchant une alarme en cas d'élévation anormale de la température. Les relevés de température sont effectués a minima deux fois par semaine et sont consignés dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées. [...]»*

L'exploitant dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

- article 6.8.5: *«Réduction des effets - Sous un délai n'excédant pas un an à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à Monsieur le Préfet du Nord une étude technico-économique de réduction des zones d'effet des phénomènes dangereux pouvant survenir sur son site. Cette étude précise notamment l'inventaire des solutions techniques permettant de réduire les zones d'effet en cas d'explosion ; la possibilité technique et économique de mise en place de ces solutions ; les solutions retenues accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre »*

L'exploitant dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

.../..

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de CAPPELLE-LA-GRANDE ,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de CAPPELLE-LA-GRANDE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire .

Fait à Lille, le 10 NOV. 2015

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général Adjoint

Olivier GINEZ

